Economie

Elle a dit

«Nous avons encore du chemin à faire, mais j'ai confiance dans le redressement de l'entreprise»

Meg Whitman,
directrice générale de Hewlett Packard

Mobilezone

Changement de directeur général

Responsable des finances jusqu'ici, Markus Bernhard vient d'être nommé à la direction de Mobilezone. Le nouveau directeur général prendra ses fonctions en avril 2014.

Le chiffre

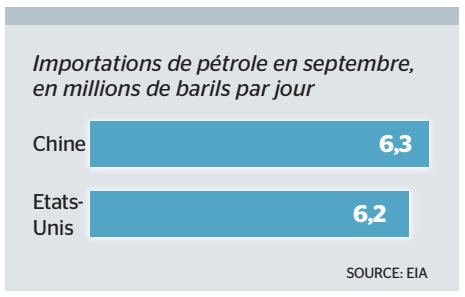
500

Ce sont les millions d'euros dont Alitalia a besoin pour sa survie, soit une augmentation de capital de 300 millions et une ligne de crédit bancaire de 200 millions.

Or noir

L'insatiable soif chinoise

Selon l'Agence américaine d'information sur l'Energie, la Chine est devenue, en septembre, le premier importateur mondial de pétrole.



Argentine

La Suisse enquête sur un proche des Kirchner

Un ami intime du couple présidentiel est accusé de blanchir de l'argent en Suisse. Une partie de la justice argentine traîne les pieds

Adrià Budry Carbó

Le Ministère public de la Confédération (MPC) mène une instruction pénale sur un proche de l'ancien président Néstor Kirchner (aujourd'hui décédé) et de sa femme, Cristina Fernández *(lire ci-dessous)*.

C'est la découverte, par les médias argentins, d'un réseau potentiel de blanchiment d'argent passant par la Suisse, qui a lancé cette affaire. En jeu: la fuite présumée de 50 millions d'euros sur un compte bancaire genevois, et le blanchiment de cette somme à travers diverses sociétés-écrans, dont la luganaise Helvetic Services Group (HSG).

Principal suspect dans cette affaire: Lázaro B., un entrepreneur proche des Kirchner. Il affirme lui-même avoir engrangé près de 1,1 milliard de francs depuis leur arrivée au pouvoir grâce à de juteux contrats de travaux publics et d'exploitation pétrolière.

Une procédure judiciaire suit également son cours en Argentine. Mais la collaboration avec la Suisse est au point mort puisque Buenos Aires n'a toujours pas donné de précisions quant à la nature des charges retenues.

Analyse des flux

Si une partie de la justice argentine traîne les pieds, Jeannette Balmer, porte-parole du MPC, insiste: «Il s'agit, tout d'abord, de se faire une image complète des faits ici en Suisse. L'enquête progresse. L'analyse des flux financiers en cours nous permet d'effectuer d'autres démarches qu'il n'est pas possible d'exposer pour l'instant.»

C'est à la suite d'une dénonciation d'une banque helvétique au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) que la procédure a été lancée en avril. Cette dernière concernerait un compte et des transactions douteuses d'une banque basée à Genève, selon des sources proches du dossier.

Un entrepreneur proche de Néstor et de Cristina Kirchner, à la tête de l'Argentine depuis 2003, fait l'objet d'une instruction pénale de la part de la justice suisse. KEYSTONE

Toute l'affaire a démarré quand la télévision argentine a diffusé le témoignage de Federico Elaskar, un financier argentin. Ce dernier aurait été forcé par Lázaro B. de vendre son entreprise à la fiduciaire tessinoise Helvetic Services Group. Contactée, cette dernière préfère ne pas s'exprimer et rappelle qu'une procédure judiciaire est déjà en cours.

D'autre part, les médias argentins ont révélé que le fils de Lázaro B. a ouvert en 2011 un compte chez Lombard Odier. La banque privée genevoise indique «qu'une des personnes citées a effectivement entretenu une courte relation avec l'établissement mais [que] le compte a été clôturé en 2012». Depuis lors, l'argent aurait été transféré dans la filiale genevoise de la banque brésilienne Jacob Safra, selon le *Tages-Anzeiger*. L'établissement n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Demande mal formulée

Quoi qu'il en soit, les autorités argentines ont déposé le 3 juillet une demande d'entraide judiciaire concernant un compte chez Lombard Odier. Dans le courrier du juge Sebastián Casanello en notre possession, il n'est cependant pas fait mention de la nature, du lieu ou de la date de l'infraction. Dans une lettre datée du 26 juillet 2013, l'Office fédéral de la Justice (OFJ) rappelle que, contrairement au droit argentin, «le droit suisse ne connaît pas d'infraction assimilable à celle d'enrichissement illicite».

«Des informations complémentaires ont donc été demandées aux autorités argentines afin de déterminer la recevabilité de leurs demandes», confirme le porte-parole de l'OFJ, Raphaël Frei, qui souligne que le courrier est resté sans réponse.

Ce cas illustrerait le manque de volonté d'une certaine partie de la justice argentine d'enquêter sur les intrigues financières de ses politiciens. Dans un livre* à paraître aujourd'hui, le journaliste Juan Gasparini retrace les flux financiers occultes de l'élite politique argentine et publie des documents inédits émis par la justice. Le journaliste argentin basé à Genève décrit également comment diverses enquêtes ont échoué en raison de vices de procédure dans les demandes d'entraide judiciaire ou simplement parce qu'aucune plainte n'était émise du côté des autorités argentines.

«Contrairement aux cas précédents, explique Juan Gasparini, dans l'affaire de HSG, la Suisse n'a pas besoin du pouvoir judiciaire argentin pour enquêter, puisque le blanchiment d'argent aurait eu lieu dans sa juridiction. La clé est à présent d'identifier qui est réellement à la tête de ce groupe et d'établir si ces personnes ont illicitement profité du système économique et financier du pays.»

***Las bóvedas suizas del kirchnerismo,** Juan Gasparini, Ed. Sudamericana (en espagnol), 2013.

Cristina au repos

Cristina Fernández de Kirchner a été opérée avec succès mardi d'un hématome près du cerveau. Cette intervention chirurgicale, consécutive à une chute survenue le 12 août, devrait néanmoins l'empêcher provisoirement de diriger le pays. C'est le vice-président Amado Boudou qui assumera l'intérim. Le second mandat de la présidente, qui s'achève en 2015, reste donc pour le moins mouvementé.

La Suisse est la nation la plus riche par habitant

Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays industrialisés, l'écart entre pauvres et riches ne s'est pas réduit en Suisse

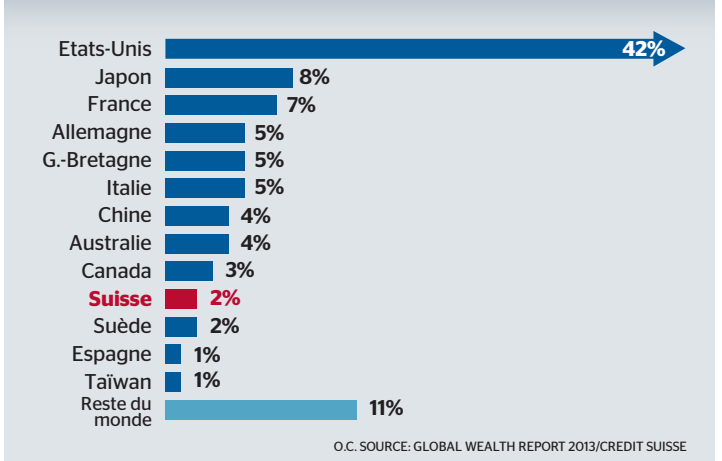
La richesse de la Suisse par habitant reste la plus élevée du monde avec 512 600 dollars (466 000 francs) par adulte. Ce montant a plus que doublé depuis l'an 2000, en grande partie grâce à l'appréciation du franc, indique le Credit Suisse dans sa 4e étude, «Global Wealth Report». Creusant la différence avec le No 2 mondial - l'Australie, située à près de 400 000 dollars par personne active -, la Suisse représente pourtant le seul pays à l'économie avancée, où l'écart entre riches et pauvres ne se réduit pas. Cela est dû à la très forte proportion de riches et de superriches que compte le pays. Leur richesse est tellement élevée qu'elle ne peut plus être rattrapée.

En considérant les superriches, soit les 98 700 personnes dans le monde qui détiennent 50 millions de dollars et plus, 3460 se trouvent en Suisse (3,5%). Dans ce classement des Ultra High Net Worth, notre pays occupe la quatrième place mondiale après les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne, mais avant le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Italie.

De l'été 2012 à l'été 2013, la fortune mondiale a augmenté de 4,9% à 241 000 milliards de dollars, soit 51 600 dollars par adulte, un record. La reprise du marché immobilier et financier américain a permis aux Etats-Unis de retrouver leur première place de nation la plus riche du monde en connaissant une impressionnante hausse de leur richesse de 12,7%.

L'Europe va bien mieux aussi, avec une croissance de 7,7%, alors que l'Asie (+3,7%) est pénalisée par la mauvaise performance du Japon. L'Amérique du Nord est la région la plus riche de la planète (78 898 milliards de dollars), suivie de très près par l'Europe (76 254 milliards), puis par la Chine (22 191 milliards), loin derrière. **T.T.**

Répartition des millionnaires dans le monde



EasyJet déploie ses ailes sur l'aéroport de Bâle

La compagnie aérienne à bas coûts investit un peu plus l'aéroport rhénan avec la mise en service de son neuvième avion

EasyJet étoffe son offre à l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse. Un nouvel appareil, le neuvième, sera déployé par la compagnie britannique à bas coûts à partir de fin mars 2014, ont indiqué ses représentants hier à Bâle.

L'investissement se chiffre à 45 millions de francs et devrait permettre de transporter 250 000 passagers supplémentaires. Dans les mois à venir, la compagnie orange enrichira son offre de nouvelles lignes comme celles pour Cracovie, Reykjavik, Brindisi ou Séville. EasyJet dispose déjà de 51% de part de marché sur le tarmac rhénan.

Mais ces investissements ne vont-ils pas se faire au détriment de l'aéroport de Genève? Peter Voets, directeur marketing chez EasyJet, rappelle que le développement des deux plates-formes s'effectue de manière indépendante. «Il ne faut pas oublier que la région tri-rhénane est beaucoup plus grande que le bassin lémanique avec presque 3 millions de personnes vivant à moins d'une heure de voiture de l'aéroport. Sur Genève, nous avons eu une croissance de plus de 50% ces quatre dernières années, et nous estimons qu'il reste du potentiel.»

Deuxième compagnie aérienne de Suisse, EasyJet exploite 13 avions à l'aéroport de Genève et y transporte plus de quatre passagers sur dix. Dans une étude réalisée l'année passée, l'institut BAK Basel estime les retombées économiques sur la région à 1,4 milliard de francs.

Globalement, sur le marché suisse, EasyJet a dépensé 500 millions de francs en quatre ans et a créé plus de 350 emplois. La compagnie aérienne emploie plus de 800 personnes dans tout le pays, dont plus de la moitié à Genève. Symbole que le marché helvétique va bien, la compagnie a relocalisé à Genève et à Bâle uniquement trente des trois cents postes supprimés à l'aéroport de Madrid. **A.B.C.**

Le FMI se soucie d'un changement de cap de la Fed

La réduction possible de liquidités de la part de la Banque centrale des Etats-Unis inquiète l'organisation

La stabilité financière dans le monde reste sous la menace d'un changement de cap de la politique monétaire aux Etats-Unis et de l'endettement massif des pays riches, a estimé hier le FMI.

Dans un premier rapport, le Fonds monétaire international se penche sur la question qui devrait dominer son assemblée générale, cette semaine à Washington, et qui agite les marchés depuis plusieurs mois: la réduction imminente des injections de liquidités de la part de la Réserve fédérale (Fed). Cette échéance, qui reste encore incertaine, a déjà provoqué, pendant l'été, une chute brutale de l'afflux de capitaux dans les pays émergents, faisant plonger leur monnaie et les privant d'une source cruciale de financement. Ces événements «mettent en lumière des nouvelles inquiétudes pour la stabilité financière», a averti hier José Viñals, directeur du Département des marchés financiers au Fonds.

Ce ne pourrait être que le début d'une opération plus vaste, selon le FMI. «Les anticipations d'abandon progressif de la politique monétaire accommodante aux Etats-Unis pourraient (...) révéler des zones d'excès financier et de vulnérabilité», indique son rapport semestriel sur la stabilité financière mondiale.

Les pays émergents, qui ont ces dernières années, attiré quantité d'investisseurs en quête de rendements élevés, pourraient se retrouver en mal de liquidités à mesure qu'un mouvement de relocalisation s'opère vers les Etats-Unis. **AFP**